



Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Points 111, 112 et 115 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003

Coordination administrative et budgétaire
entre l'Organisation des Nations Unies
et les institutions spécialisées
ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique

Activités du Comité consultatif pendant la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale

Premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Les principales fonctions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui sont définies dans la résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, sont les suivantes :

- a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et faire rapport sur ce budget;
- b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui seraient renvoyées;
- c) Examiner, au nom de l'Assemblée générale, les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions;
- d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et faire rapport à l'Assemblée à leur sujet.

2. Conformément aux dispositions de la résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, le Comité consultatif examine non seulement le budget ordinaire de l'Organisation, mais également les dépenses imputées sur des fonds extrabudgétaires, ainsi que le financement des diverses opérations de maintien de la



paix, du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda. En application de l'article 157 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité remplit toutes autres fonctions qui peuvent lui être assignées aux termes du Règlement financier de l'Organisation. En outre, s'agissant des programmes financés par des contributions volontaires, le Comité consultatif présente des rapports sur les budgets des services administratifs et sur d'autres questions aux organes directeurs des organismes suivants : Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds des Nations Unies pour la population, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (contributions volontaires), Programme des Nations Unies pour l'environnement (Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement), Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Université des Nations Unies, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

3. Aux termes de l'article 156 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, les membres du Comité consultatif, tous de nationalité différente, sont choisis de façon à assurer une large représentation géographique et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels.

4. Durant la période considérée, la composition du Comité consultatif a été la suivante :

C. S. M. Mselle (Président)

E. Besley Maycock (Vice-Président)

Norma Goicochea Estenoz

Gérard Biraud

Nazareth Incera

Rajat Saha

Nicholas Thorne

Vladimir V. Kuznetsov

Susan McLurg

Roger Tchoungui

Juichi Takahara

Andrzej T. Abraszewsky

Manlan Narcisse Ahounou

Felipe Mabilangan

Michiel W. H. Crom

Sun Minquin

5. Durant la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, le Comité consultatif a tenu trois sessions à New York : du 4 septembre au 21 décembre 2001;

du 5 février au 5 avril 2002; et du 7 au 24 mai 2002. Il s'est également réuni à Genève du 27 au 30 mai, à La Haye les 3 et 4 juin, à Arusha les 6 et 7 juin, à Asmara les 9 et 10 juin, à Assab (Érythrée) le 11 juin, à Addis-Abeba les 12 et 13 juin, à Nairobi les 17 et 18 juin et à Paris le 21 juin 2002. On trouvera dans le présent rapport des observations générales et un compte rendu des questions dont le Comité était saisi lors des réunions tenues en dehors du Siège (voir l'annexe I).

6. Aux termes des résolutions de l'Assemblée générale 49/233 A, du 23 décembre 1994, relative aux opérations de maintien de la paix, et 52/223, du 22 décembre 1997, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, et conformément aux procédures établies, le Comité consultatif a répondu par écrit aux diverses demandes que le Secrétaire général lui a adressées au cours de la cinquante-sixième session. Dans la plupart des cas, il a autorisé celui-ci à engager des dépenses au titre du financement de diverses opérations de maintien de la paix. On trouvera dans l'annexe II au présent rapport une liste des lettres du Comité au Secrétaire général.

II. Observations générales

7. Les observations et recommandations que le Comité consultatif a formulées au cours des réunions qu'il a tenues à New York figurent dans les rapports présentés à l'Assemblée générale et aux autres organes délibérants (voir plus loin, annexe II). Le détail des observations et recommandations qu'il a formulées lors des réunions tenues en dehors du Siège sera présenté à l'Assemblée générale à ses cinquante-septième et cinquante-huitième sessions dans les rapports que le Comité publiera sur les questions connexes, notamment sur les propositions du Secrétaire général relatives aux budgets ordinaires de l'ONU, des opérations de maintien de la paix et des tribunaux internationaux. Le Comité se limite donc dans le présent rapport à des observations d'ordre général.

8. Lors des réunions qu'il a tenues en dehors du Siège, le Comité consultatif s'est intéressé aux effets qu'avaient les réductions budgétaires globales sur les activités des entités auprès desquelles il s'est rendu. Dans bien des cas, on lui a indiqué qu'à cause des restrictions budgétaires, les entités avaient dû renoncer aux améliorations et aux innovations prévues dans le domaine de l'informatique ou les réduire progressivement. Le Comité craint que le retard pris de ce fait ne nuise aux efforts déployés pour accroître le rendement et, à plus long terme, réaliser des économies.

9. Le Comité consultatif affirme de nouveau qu'il serait souhaitable que les institutions spécialisées coordonnent leurs activités dans les domaines de la sécurité, des travaux d'imprimerie et des achats, notamment. Il se félicite de la création à Genève du Comité interinstitutions de gestion des services communs, composé des chefs de secrétariat des organisations sises dans cette ville, et de l'Équipe spéciale chargée des services communs. Il salue les travaux réalisés sous les auspices du Comité de haut niveau chargé des questions de gestion – qui dépend du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination – en vue de mettre en place des arrangements de partage des coûts à l'intention du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité. Malheureusement, peu d'éléments lui permettaient de penser qu'à Genève même les organismes coordonnaient leurs activités en ce qui concernait les services de sécurité et les services d'imprimerie. On lui a cependant fait savoir que l'Office des Nations Unies à Genève disposait, pour le matériel et les services informatiques, d'un service

d'achats commun ouvert à tous les organismes, ce dont il s'est félicité. À Nairobi, un système de mise en commun est en place, notamment pour les services de sécurité, le service médical, l'informatique, les services d'imprimerie et les services juridiques, l'Office des Nations Unies à Nairobi assurant l'essentiel de ces services pour l'ensemble des organismes installés à Nairobi. Le Comité a en outre noté la création d'un Comité administratif de coordination interinstitutions, un mécanisme de consultation entre l'Office et les organismes qu'il dessert à Nairobi qui permet notamment de recueillir des informations en retour auprès des organismes « clients ».

10. Le Comité consultatif note que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du Travail et l'Office des Nations Unies à Nairobi ont des projets de construction. Il met en garde contre des projets à long terme coûteux qui risquent, une fois terminés, de ne pas offrir de capacité suffisante pour accueillir tout le personnel. Il faut, au stade de la planification, tenir compte de la courbe de croissance du personnel et envisager la possibilité de sous-louer les locaux qui sont en excédent par rapport aux besoins du moment.

11. On continue de s'interroger dans l'ensemble du système sur la délégation de pouvoirs et sur la plus grande latitude laissée aux directeurs de programme. Le Comité consultatif relève par exemple que le Haut Commissariat aux droits de l'homme, qui fait partie intégrante du Secrétariat de l'ONU, ne jouit pas de délégations des pouvoirs dans le domaine des finances et que par conséquent toutes les demandes de crédits doivent être adressées à l'Office des Nations Unies à Genève, entraînant des retards dont le Haut Commissariat a le sentiment qu'ils nuisent à son efficacité. Le Comité rappelle que pour être efficace, la délégation de pouvoirs doit aller de pair avec l'obligation pour les responsables de mieux rendre compte de leur action.

12. La Commission économique pour l'Europe se plaint d'un manque de transparence de la part de l'Office des Nations Unies à Genève dans l'allocation et dans l'emploi des ressources approuvées pour couvrir les dépenses de la Commission au titre des frais d'administration, des services de conférence et des services généraux. C'est le Siège de l'ONU qui attribue directement des crédits à l'Office des Nations Unies à Genève, en les imputant sur les ressources approuvées pour la Commission économique pour l'Europe, et qui assure le contrôle budgétaire. La Commission estime que la répartition des tâches entre elle et l'Office n'incite pas les directeurs de programme de la Commission à essayer d'économiser sur ces postes de dépenses. La Commission préférerait se procurer elle-même les services correspondants en mettant en concurrence les différents prestataires potentiels, dont l'Office des Nations Unies à Genève.

13. Le Comité consultatif note avec intérêt que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a mis au point pour son siège un tableau des attributions en matière financière et qu'elle se propose d'en faire autant pour ses bureaux extérieurs.

14. Le Comité consultatif a noté que les tribunaux pénaux internationaux se heurtaient à un certain nombre de difficultés en matière de ressources humaines. La publication des avis de vacance de poste, notamment, demandait de longs délais, qui se répercutaient sur le délai de recrutement. Le Comité estime que l'on pourrait résoudre en partie le problème en laissant une plus grande latitude aux entités qui

ont un mandat bien circonscrit. On lui a indiqué que le nouveau système de sélection du personnel (voir ST/AI/2002/4) instituait une certaine flexibilité dans ce domaine. Le Comité se propose de revenir sur la question lorsqu'il examinera les budgets des tribunaux et des opérations de maintien de la paix. Il note par ailleurs avec préoccupation que l'on a de plus en plus tendance à transférer du personnel expérimenté des missions sur le terrain déjà bien établies vers les missions nouvelles, privant les premières de compétences.

15. Le Comité consultatif note que le Tribunal international pour le Rwanda a décidé de ne pas appliquer pour le moment certains éléments de la nouvelle politique adoptée par l'Assemblée générale en matière de ressources humaines, qui permettraient aux personnes recrutées par le Tribunal après le mois de mai 2002 de se présenter comme candidats internes aux postes à pourvoir ailleurs dans le système. Le Tribunal estime en effet que le fait d'appliquer deux règles différentes au personnel en fonction de la date de recrutement risque de poser des problèmes.

Annexe I

Réunions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Réunions à New York

1. Lors des sessions qu'il a tenues à New York, le Comité consultatif a examiné divers rapports sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les opérations de maintien de la paix, et d'autres questions administratives et budgétaires concernant l'ONU et ses fonds et programmes. À ces occasions, ses membres ont rencontré des représentants du Secrétaire général et des chefs de secrétariat des fonds et programmes. La liste des rapports du Comité figure à l'annexe II.

II. Réunions hors Siège

A. Office des Nations Unies à Genève et programmes et organismes sis à Genève

2. Le 27 mai 2002, le Comité s'est penché avec les représentants de l'Office des Nations Unies à Genève sur les services centraux d'appui et les autres opérations de l'Office, notamment les mesures prises en 2002 dans le domaine de la sécurité, la coopération touchant aux services communs (voyages, prix de l'électricité, informatique et nettoyage), les locaux à usage de bureau et la gestion des installations. Il a aussi reçu des renseignements sur l'exécution du budget, et en particulier sur les incidences des résolutions 56/254 A à C de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2001, les services électroniques et Système intégré de gestion, certains aspects de la gestion des ressources humaines, comme les délais de recrutement, l'administration de la justice, le système de sélection du personnel et les mécanismes de contrôle, et des questions ayant trait aux services de conférence, comme les innovations technologiques, les comptes rendus analytiques et la pénurie de personnel linguistique qualifié.

3. Le 28 mai 2002, les membres du Comité ont rencontré des représentants de l'Union internationale des télécommunications, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, avec qui ils ont examiné la coopération entre les organismes de Genève dans les domaines de la sécurité, de l'impression des documents, des achats, de la construction et de la gestion et de l'entretien des immeubles, les études de gestion du Corps commun d'inspection et le fonctionnement du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

4. Le 29 mai 2002, les membres du Comité ont rencontré le Haut Commissaire adjoint aux droits de l'homme et d'autres représentants du Haut Commissariat. Ils ont été informés des mesures prises en application de certaines des recommandations du Comité sur des questions telles que la gestion des postes financés au moyen de ressources extrabudgétaires, les projections de ressources extrabudgétaires et la concordance entre les activités financées au moyen de ces ressources et le plan à

moyen terme, compte tenu de l'augmentation des contributions de sources extrabudgétaires au titre des activités relatives aux droits de l'homme; le système des rapporteurs et la charge de travail résultant de la publication de leurs rapports; et la mise au point d'indicateurs de résultat indiquant si les réalisations escomptées se sont concrétisées. Les questions suivantes ont aussi été abordées : les arrangements entre le Haut Commissariat et le Département de la gestion et l'Office des Nations Unies à Genève, en particulier le fait que le Haut Commissariat, qui fait partie du Secrétariat de l'ONU, ne prend pas lui-même de décisions financières; les mesures prises par le Haut Commissariat pour régulariser les cas dans lesquels des fonctions permanentes sont remplies par des agents émergeant au budget du personnel temporaire (autre que pour les réunions); les mesures prises pour donner effet à la proposition du Secrétaire général de rationaliser les organismes s'occupant des droits de l'homme, et les incidences de la réduction des crédits alloués aux activités du Haut Commissariat dans le budget ordinaire de 2002-2003.

5. Le 29 mai 2002, les membres du Comité ont échangé des vues avec les membres du Corps commun d'inspection sur des questions d'intérêt commun, et ont examiné avec eux leur programme de travail.

6. Le 30 mai 2002, les membres du Comité ont rencontré le Secrétaire exécutif et d'autres représentants de la Commission économique pour l'Europe (CEE). Ils ont été informés que le volet du programme de travail de la Commission se rapportant au secteur social serait renforcé, en particulier en ce qui concerne le vieillissement et les femmes, et que moins d'attention serait consacrée à d'autres questions, comme les transports, le commerce et, dans une certaine mesure, l'environnement. Les représentants de la CEE ont parlé des arrangements de la Commission avec l'Office des Nations Unies à Genève et de l'affectation et de l'utilisation par l'Office des ressources approuvées au titre de l'administration, des services de conférence et des services généraux pour la Commission, ainsi que de la nécessité, pour la Commission, de pouvoir exécuter son budget plus soupagement, en particulier au niveau des postes. Les représentants de la CEE ont indiqué que les réductions opérées dans le budget de l'exercice biennal 2002-2003 avaient eu des incidences négatives sur le programme de travail de la Commission dans divers domaines, l'informatique, les communications, la traduction et la production de publications, les voyages et l'entretien des bases de données statistiques ayant le plus souffert. Enfin, le Comité a été informé que les réalisations escomptées et les indicateurs de succès devant figurer dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 avaient encore été précisés, de sorte que les produits puissent être encore plus étroitement liés aux objectifs énoncés dans le plan à moyen terme.

7. Le 30 mai 2002, les membres du Comité ont rencontré des représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Ils ont reçu des informations sur diverses questions, notamment les opérations du HCR en Afghanistan et en Érythrée. Le HCR coordonne l'ensemble de l'assistance apportée aux déplacés en Afghanistan. Parmi les facteurs influant sur ses activités dans ce pays figure l'insuffisance des ressources de ses principaux partenaires, qu'il faut pallier. En ce qui concerne le rapatriement librement consenti des Érythréens réfugiés au Soudan, le Comité a été informé que 47 000 personnes avaient reçu une aide au retour, pour une population cible de 160 000 personnes, entre mai 2001 et décembre 2002. S'agissant du financement de son programme, le HCR tablait sur un déficit des recettes de 98,7 millions de dollars. Pour 2003, il comptait établir pour l'opération en Afghanistan, étant donné sa situation particulière, des prévisions

distinctes du budget-programme annuel. Le Comité a aussi reçu des renseignements sur les opérations aériennes et sur les mesures prises pour mettre en place de meilleurs dispositifs de sécurité et mieux assurer la sécurité du personnel et des réfugiés sur le terrain.

B. Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, Tribunal international pour le Rwanda et Cour internationale de Justice

8. Le 3 juin, à La Haye, le Comité a été mis au courant des activités du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie; il a entendu le Président, le Procureur et le Procureur adjoint, le Greffier et d'autres hauts fonctionnaires du Tribunal. La stratégie que le Tribunal se propose de suivre pour mener ses travaux à leur terme et les questions connexes que sont la réforme du système judiciaire en Bosnie-Herzégovine et les critères et procédures qui seront adoptés pour le renvoi des dossiers aux tribunaux nationaux ont été examinées de façon assez approfondie. Le Comité a été informé que le Bureau du Procureur avait à terminer avant la fin 2003 25 enquêtes qui pourraient se solder par 30 nouvelles mises en accusation, concernant environ 100 personnes. À la fin 2004, les dossiers concernant 50 de ces accusés pourraient être transmis à des tribunaux nationaux. Le rôle que le Tribunal jouerait une fois que les tribunaux locaux seraient saisis n'était pas encore certain; les procédures étaient à l'examen. Le modèle du Kosovo, suivant lequel des juges internationaux siègent dans les tribunaux, était envisageable. Le Comité a été informé que six procès étaient en cours au Tribunal. La question de la création de deux équipes de préparation supplémentaires, comptant au total 12 personnes, a été examinée. L'objectif était de mener à bien la phase préparatoire de six procès pour que, lorsque les procès en cours s'achèveraient, six autres puissent commencer immédiatement. Le Comité a aussi été informé qu'il était prévu de créer un barreau et de modifier le code de déontologie, qui prévoirait des mesures disciplinaires et contiendrait des dispositions concernant le partage des honoraires et les conflits d'intérêt. Parmi les autres questions examinées figuraient le volume énorme de la documentation à traduire et les moyens qui permettraient éventuellement d'éviter les retards occasionnés par la traduction.

9. Le 4 juin 2002, les membres du Comité ont échangé des vues avec le Procureur du Tribunal international pour le Rwanda, qui exerce ses fonctions à La Haye mais est aussi Procureur du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Les entretiens ont porté sur la difficulté qu'avait le Tribunal à s'assurer la coopération des gouvernements pour retrouver et appréhender les suspects et obtenir les documents nécessaires; la charge de travail des trois chambres de première instance, le système des procès groupés et celui du double rôle (chacune des chambres jugeant deux affaires à la fois, en alternance); la nécessité de recourir à des juges *ad litem* et le taux élevé de vacance de postes.

10. Le 4 juin 2002, au Palais de la Paix, à La Haye, les membres du Comité ont rencontré des membres de la Cour internationale de Justice et le Greffier; diverses questions intéressant le Comité et la Cour ont été abordées. En ce qui concerne le volume de travail de la Cour, le Comité a été informé que 24 affaires étaient en cours mais qu'il était difficile de faire des prévisions car le nombre de nouvelles affaires à juger et le moment où elles se présentaient échappaient au contrôle de la Cour. C'était sans préavis que les États Membres portaient de nouvelles affaires devant la Cour et que l'Organisation des Nations Unies et les institutions

spécialisées demandaient des avis consultatifs. En outre, les parties pouvaient à tout moment décider de mettre fin à la procédure. Le Comité a été informé que la Cour prenaient des mesures pour améliorer ses méthodes de travail, notamment en les informatisant. Les représentants de la Cour ont indiqué que le site Web continuait d'avoir beaucoup de succès (chaque année, quelque 225 000 jugements étaient téléchargés et quelque 140 000 personnes consultaient le site); toutefois, les réductions budgétaires approuvées par l'Assemblée générale pour l'exercice biennal 2002-2003 avaient eu des incidences sur les services d'appui administratif fournis par le Greffe dans divers domaines, notamment l'informatique, les communications, les voyages, les services contractuels et le matériel.

C. Tribunal international pour le Rwanda

11. Les 6 et 7 juin 2002, à Arusha, les membres du Comité consultatif ont rencontré le Président du Tribunal international pour le Rwanda et d'autres membres, ainsi que le Greffier, de hauts fonctionnaires du Bureau du Procureur (voir aussi le paragraphe 9 ci-dessus) et d'autres représentants du Tribunal. Le 7 juin, ils ont visité le Centre de détention des Nations Unies à Arusha. S'agissant du calendrier des audiences et du volume de travail des chambres, le Comité a été informé que neuf procès étaient en cours, chaque chambre jugeant trois affaires à la fois. Les juges ont indiqué qu'ils passaient beaucoup de temps à entendre des requêtes diverses et que des mesures préventives s'imposaient pour limiter le nombre de ces requêtes. Ils rencontraient désormais les parties chaque semaine à cette fin, avec de bons résultats. Le système du « double rôle », au sujet duquel le Comité avait déjà émis des réserves (voir A/56/666), a aussi été abordé.

12. En ce qui concerne les questions de personnel, le Comité a été informé des mesures prises pour réduire le taux de vacance de postes du Tribunal, qui restait élevé. Entre autres choses, les représentants du Tribunal ont mis l'accent sur la nécessité de recruter des réviseurs et souligné les difficultés qu'ils avaient à recruter du personnel linguistique du fait du bas niveau des postes offerts, par comparaison avec les autres lieux d'affectation. Parmi les autres questions examinées figuraient le système d'aide judiciaire, l'application des peines, les témoins que le Tribunal fait venir mais qui ne déposent pas et les dépenses que cela entraîne, et la gestion des audiences.

D. Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

13. Les 9 et 10 juin 2002, à Asmara, les membres du Comité ont rencontré le Représentant spécial du Secrétaire général et ses collaborateurs de haut niveau, et ont été mis au courant des opérations de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), ainsi que des progrès du processus de paix. Le chef de l'administration et les cadres qui travaillent avec lui ont abordé avec le Comité les principales questions touchant à l'administration, au personnel, au budget, à la logistique et aux services généraux, et lui ont notamment parlé des efforts déployés pour pourvoir les postes vacants et du taux de rotation élevé du personnel international, ainsi que du système de soutien médical civil de la Mission. Le 9 juin, les membres du Comité ont également rencontré des membres des organisations des Nations Unies à Asmara au complexe du PNUD et visité le Centre de coordination de la lutte antimines. Ils ont été informés que plus de 180 000 déplacés et plus de

30 000 réfugiés avaient reçu de la communauté internationale une aide au retour ou au rapatriement, mais qu'un grand nombre de déplacés étaient dans l'impossibilité de rentrer chez eux du fait de la présence de mines et de munitions non explosées. Les organismes et programmes humanitaires continuaient d'apporter une aide à la reconstruction, en particulier dans le cadre de projets à effet rapide, et un montant de 700 000 dollars avait été approuvé au titre de 64 projets de ce type. Le 10 juin, les membres du Comité ont visité le complexe intégré d'entrepôts et les stations d'épuration et de mise en bouteille de l'eau.

14. Le 11 juin 2002, les membres du Comité ont visité le PC du secteur est de la MINUEE et rendu visite à la compagnie slovaque de génie et de déminage à Assab. Ils ont aussi rendu visite au bataillon kényen, au point 60, et ont été informés des nouvelles dispositions prises par l'Organisation des Nations Unies en matière d'hébergement.

15. Le 12 juin 2002, à Addis-Abeba, de hauts fonctionnaires de la Mission ont parlé aux membres du Comité de la question des droits de l'homme et des composantes militaires de la Mission à Addis-Abeba, et leur ont fait visiter les nouveaux locaux de la MINUEE, qui occupait auparavant des conteneurs situés dans le complexe de la CEA.

E. Commission économique pour l'Afrique

16. Les 12 et 13 juin 2002, à Addis-Abeba, les membres du Comité ont rencontré le Secrétaire exécutif et les principaux directeurs de programme de la Commission économique pour l'Afrique. Un certain nombre de questions ont été abordées, dont le rôle et l'efficacité des centres de développement sous-régionaux et le fait que les activités des représentants spéciaux du Secrétaire général dans la région et dans les centres faisaient peut-être double emploi; le projet de modernisation des systèmes informatiques de la Commission; les progrès accomplis dans la création du site Web; les efforts déployés pour réduire le nombre de publications; les mesures prises pour réduire la proportion d'agents des services généraux par rapport aux administrateurs et le taux de vacance de postes dans la catégorie des administrateurs; et la gestion du Centre de conférences des Nations Unies.

F. Office des Nations Unies à Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement et Programme des Nations Unies pour les établissements humains

17. Le 17 juin 2002, le Comité consultatif a rencontré des représentants de l'Office des Nations Unies à Nairobi qui lui ont fait le point de la situation en ce qui concerne les difficultés particulières de ce lieu d'affectation, le budget intégré de la Division des services administratifs, la mise en place de services communs des Nations Unies au Kenya, les services de sécurité et les services de conférence. Le Comité a appris que le projet relatif aux services communs avait été lancé en 2000-2001 et qu'il prévoyait l'adoption d'arrangements conjoints dans divers domaines, dont la sécurité, les services médicaux, l'informatique et les services juridiques. La plupart de ces services sont actuellement fournis par l'Office des Nations Unies à Nairobi aux autres organismes installés dans cette ville. Les échanges de vues entre

l'Office et ses clients se déroulent au sein du Comité administratif de coordination interinstitutions.

18. En réponse à ses questions sur les incidences des compressions budgétaires, le Comité consultatif a été informé que l'obligation d'honorer les contrats de sous-traitance avait conduit à réduire les dépenses dans presque tous les autres domaines. L'informatique fait partie des secteurs les plus touchés. On a présenté au Comité le projet de construction de bureaux supplémentaires qui doit être financé par un prêt du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'objectif est de créer une maison des Nations Unies où serait regroupé tout le personnel des Nations Unies. À l'heure actuelle, 1 600 fonctionnaires travaillent dans l'enceinte des Nations Unies à Nairobi et 600 dans d'autres locaux.

19. S'agissant de la coopération dans le domaine des services de conférence, le Comité consultatif a appris que l'Office des Nations Unies à Nairobi avait convenu, dans le cadre d'un accord qui deviendrait prochainement officiel, de fournir ce type de services à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) quand celle-ci en aurait besoin. Dans ce secteur des services de conférence, l'Office collabore également activement avec le Tribunal international pour le Rwanda et tant la Commission que le Tribunal utilisent les services de son atelier d'imprimerie.

20. En ce qui concerne la gestion des ressources humaines, le Comité consultatif a été informé que le délai moyen de recrutement était de six mois et que l'Office avait réussi à maintenir le taux de vacance de postes à un niveau relativement bas en engageant du personnel temporaire.

21. Le 18 juin 2002, le Comité consultatif s'est entretenu avec le Directeur exécutif adjoint et d'autres fonctionnaires du PNUE, qui lui ont présenté un exposé sur les activités et le programme de travail du PNUE, notamment les préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable (tenu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002). La composition et le rôle des organes directeurs du PNUE et la structure de son secrétariat et de ses bureaux extérieurs ont également fait l'objet d'échanges de vues relativement détaillés. Le Comité consultatif a appris que des prévisions financières révisées pour l'exercice biennal 2002-2003, arrêtées au 15 juin 2002, montraient que les recettes du Fonds des Nations Unies pour l'environnement seraient sensiblement inférieures au montant prévu dans les propositions budgétaires initiales.

22. Le 18 juin également, de hauts fonctionnaires du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont présenté au Comité consultatif la mission et les objectifs du Programme, dont le mandat a été renforcé et le statut modifié par l'Assemblée générale qui, dans sa résolution 56/206 du 21 décembre 2001, en a fait un programme des Nations Unies. Ils ont exposé au Comité les activités du Programme dans des domaines tels que la reconstruction après les conflits, les modes d'urbanisation viables, la sécurité d'occupation et l'administration des villes. Les entretiens ont également porté sur le projet de révision du plan à moyen terme d'ONU-Habitat, le rôle de l'organe directeur, les mécanismes de financement et les outils d'échange d'informations avec les gouvernements et les partenaires du Programme.

G. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

23. Le Comité consultatif a rencontré des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au siège de l'Organisation, à Paris. Les entretiens ont porté essentiellement sur la mise en oeuvre des méthodes de gestion axée sur les résultats, les mécanismes d'évaluation, le contrôle et l'obligation de rendre compte, la réforme de la politique du personnel et la mise en exploitation du nouveau système budgétaire et financier. Le Comité a été informé que le Directeur général avait constitué un collège de sous-directeurs généraux, qui se réunit de manière informelle tous les six mois pour faire le point de l'exécution des programmes, en particulier de l'emploi des ressources, afin de déterminer si des réaffectations sont nécessaires et si les résultats escomptés ont été atteints. On a indiqué au Comité que des mesures étaient prises pour élargir la délégation de pouvoir, et qu'un état des autorisations financières avait été établi pour le siège et était en cours d'élaboration pour les bureaux hors siège. On lui a précisé que le système budgétaire et financier était un progiciel du commerce adapté aux besoins de l'Organisation, qui servirait à gérer toutes les ressources financières et autres nécessaires à l'exécution des programmes et à enregistrer et comptabiliser toutes les opérations. Il sera complété ultérieurement par un module de gestion des ressources humaines et de paie. On a également donné au Comité des informations sur la réforme de la gestion des ressources humaines à l'UNESCO et la restructuration du secrétariat au siège, y compris la réduction du nombre de postes de la classe D-1 et de rang supérieur.

Annexe II

Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Session d'automne 2002

(New York, 5 septembre-22 décembre)

Rapports à l'Assemblée générale

A/55/376	Examen du problème du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) sous tous ses aspects (12 septembre 2000)
A/55/430	Prestation de services d'interprétation aux réunions des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres; amélioration de l'utilisation des installations de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi; interprétation à distance (28 septembre 2000)
A/55/458	Réforme des achats et mesures prises pour améliorer les activités d'achat sur le terrain (6 octobre 2000)
A/55/479	Pratiques en matière d'externalisation (13 octobre 2000)
A/55/481	Régime des pensions des Nations Unies (13 octobre 2000)
A/55/487	Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (16 octobre 2000)
A/55/499	Réforme de la gestion des ressources humaines, obligations liées aux responsabilités, politiques et pratiques en matière de personnel et irrégularités de gestion (19 octobre 2000)
A/55/514	Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (23 octobre 2000)
A/55/516	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (24 octobre 2000)
A/55/531	Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (30 octobre 2000)
A/55/543	Budgétisation axée sur les résultats (3 novembre 2000)
A/55/624	Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (13 novembre 2000)

- A/55/642 Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 : prévisions de dépenses pour 2001 (22 novembre 2000)
- A/55/643 Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (22 novembre 2000)
- A/55/658 Sûreté et sécurité du personnel des Nations Unies (1er décembre 2000)
- A/55/674 La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/55/L.42 (8 décembre 2000)
- A/55/676 Mise en oeuvre du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (8 décembre 2000)
- A/55/677 La situation critique de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme : incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/C.3/55/L.16/Rev.1 (8 décembre 2000)
- A/55/680 Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/55/L.33/Rev.1 (12 décembre 2000)
- A/55/685 et Corr.1 Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2002-2003 (13 décembre 2000)
- A/55/688 Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (13 décembre 2000)

Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

- A/55/7 Premier rapport : activités du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pendant la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale (14 novembre 2000)

A/55/7/Add.1	Évaluation du problème de l'amiante au Siège de l'Organisation des Nations Unies; gestion des immeubles; réseau d'échange d'informations sur la gestion des biens immobiliers hors Siège; services communs; travaux contractuels et services internes d'imprimerie; et mesures proposées pour accroître la rentabilité des activités commerciales (22 novembre 2000)
A/55/7/Add.2	Prévisions révisées : chapitre 7, Cour internationale de Justice; chapitre 32, Contributions du personnel; et chapitre premier des recettes, Recettes provenant des contributions du personnel (28 novembre 2000)
A/55/7/Add.3	Examen du rôle du Comité de coordination des systèmes d'information (8 décembre 2000)
A/55/7/Add.4	Plan directeur (11 décembre 2000)
A/55/7/Add.5 et Corr.1	Premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (12 décembre 2000)
A/55/7/Add.6	Prévisions révisées concernant les questions dont le Conseil de sécurité est saisi (14 décembre 2000)
A/55/7/Add.7	Construction de nouvelles installations de conférence à Bangkok et à Addis-Abeba (20 décembre 2000)
A/55/7/Add.8	Système intégré de gestion (11 janvier 2001)
Autres rapports	
DP/2000/38	Prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 2000-2001 et responsabilité du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets pour les questions relatives au personnel (18 septembre 2000)
A/AC.96/932/Add.1	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : budget-programme annuel pour 2000 (25 septembre 2000)
WFP/EB.3/2000/4 (A, B, D)/2	Programme alimentaire mondial : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 1998-1999, les comptes vérifiés du même exercice et le renforcement de la capacité de gestion du Programme (13 octobre 2000)
HS/C/18/9/Add.1	Projet de budget de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour l'exercice biennal 2002-2003 (22 décembre 2000)
UNEP/GC.21/6/Add.1	Projet de programme et de budget d'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal 2002-2003 (7 décembre 2000)

- AC/1440 Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement : projet de programme de travail et de budget pour 2001 (30 novembre 2000)
- E/ICEF/2001/AB/L.4 Fonds des Nations Unies pour l'enfance : création d'une réserve opérationnelle (26 décembre 2000)

Lettres au Secrétaire général

- AC/1432 Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines (12 septembre 2000)
- AC/1433 Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (8 septembre 2000)
- AC/1437 Renouvellement du mandat de membres du Comité des placements (11 octobre 2000)
- AC/1442 Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux : dépenses administratives prévues pour 2001 (29 décembre 2000)

Rapports oraux

Plan des conférences : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.5/54/L.83

Incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale

Demande de subvention présentée en faveur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut concernant le programme de travail de celui-ci pour 2001

Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Arrangements en matière de sécurité à l'Office des Nations Unies à Genève

Incidences sur le budget-programme : assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre et la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2000

Incidences sur le budget-programme : droits de l'homme en Palestine

Fonds de réserve : état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées

Session d'hiver 2001

(New York, 6 février-30 mars)

Rapports à l'Assemblée générale

- A/55/688/Add.1 Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (2 mars 2001)
- A/55/806 Conditions d'emploi des juges *ad litem* du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (23 février 2001)
- A/55/828 Enseignements tirés de l'emploi de vérificateurs des comptes résidents dans les missions de maintien de la paix (12 mars 2001)
- A/55/829 Arbitrages relatifs à des achats (9 mars 2001)
- A/55/836 Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (13 mars 2001)
- A/55/839 Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (16 mars 2001)
- A/55/869 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (4 avril 2001)
- A/55/870 Liquidation des actifs de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (2 avril 2001)
- A/55/874 Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (6 avril 2001)
- A/55/874/Add.1 Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Force pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (4 avril 2001)
- A/55/874/Add.2 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (5 avril 2001)
- A/55/874/Add.3 Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Force pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (3 avril 2001)

- A/55/874/Add.4 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (5 avril 2001)
- A/55/874/Add.5 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (3 avril 2001)
- A/55/874/Add.6 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (4 avril 2001)
- A/55/874/Add.7 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (4 avril 2001)
- A/55/874/Add.8 Financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (3 avril 2001)
- A/55/878 Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (5 avril 2001)
- A/55/879 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (3 avril 2001)
- A/55/880 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (3 avril 2001)
- A/55/881 Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (3 avril 2001)
- A/55/882 Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 avril 2000 et budget du compte pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (3 avril 2001)

- A/55/883 Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (3 avril 2001)
- A/55/884 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (3 avril 2001)
- A/55/885 Rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (4 avril 2001)
- A/55/886 Rapport sur l'exécution du budget de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies (4 avril 2001)
- A/55/887 Réforme des procédures régissant le calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel des contingents (4 avril 2001)

Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

- A/55/7/Add.9 Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (13 mars 2001)

Autres rapports

- AC/1443 United Nations Institute for Training and Research: programme budget for 2001 (16 février 2001)
- E/CN.7/2001/10 Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : budget d'appui et budget-programme révisés proposés pour l'exercice biennal 2000-2001 et esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2002-2003 (7 mars 2001)

Lettres au Secrétaire général

- AC/1444 Angola: implementation of the mandate of the monitoring mechanism for a period of three months (19 février 2001)
- AC/1448 Request for submission of information on the status of arbitration claims at the beginning of February and September of each year (9 mars 2001)
- AC/1449 United Nations Fund for International Partnerships: observations and recommendations on the presentation of the budget estimates (13 mars 2001)
- AC/1450 Financing of the Office of the Special Envoys of the Secretary-General for the Balkans (2 avril 2001)
- AC/1451 Financing of the Office of the Personal Representative for Southern Lebanon (2 avril 2001)

- AC/1452 Office of the Special Adviser on Gender Issues (2 avril 2001)
- AC/1453 United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo: additional commitments (23 avril 2001)

Autres lettres

- AC/1445 Chairman, Board of Auditors: audit assignments (21 février 2001)
- AC/1446 Amendments to the financial regulations of the UNRWA (28 février 2001)

Déclarations orales

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités

Budget révisé de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/55/L.80 : inscription du Sénégal sur la liste des pays les moins avancés

Session de printemps 2001

(1er mai-13 juillet)

Rapports à l'Assemblée générale

- A/55/941 Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (15 mai 2001)

Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

- A/55/7/Add.10 Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2002-2003 – Centre CNUCED/OMC du commerce international (4 mai 2001)

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

- A/56/7 Premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

Autres rapports

- WFP/EB.A/2001/5 (A,B,C,D,E)/2 Programme alimentaire mondial : rapport sur l'exécution du budget pour 2000; plan stratégique et financier 2002-2005; modification des dispositions du Règlement financier du PAM relatives à la réserve opérationnelle; rapport du Directeur exécutif sur l'utilisation des contributions et les dérogations concernant les coûts; gestion de la trésorerie (16 mai 2001)

DP/2001/24 Programme des Nations Unies pour le développement : questions financières, budgétaires et administratives et projet de budget pour l'exercice biennal 2002-2003 (29 juin 2001)

DP/FPA/2001/12 Fonds des Nations Unies pour la population : projet de budget d'appui biennal pour 2002-2003 (14 août 2001)

Lettres au Secrétaire général

AC/1454 Financing of a panel of experts concerning Liberia (3 mai 2001)

AC/1456 Financing of the monitoring mechanism for Angola (16 mai 2001)

AC/1457 UNITAR: upgrade of the post of the Executive Director from D-2 to ASG (1er juin 2001)

AC/1458 Gender mainstreaming: continuation of the D-1 post (1er juin 2001)

AC/1460 Special Adviser on Cyprus (5 juillet 2001)

AC/1462 United Nations accommodation at Addis Ababa (A/CN.1/R.1194) (13 juillet 2001)

Autres lettres

AC/1459 Draft proposal for adjustments to the UNHCR budgetary presentation (7 juin 2001)

AC/1464 Chairman, Committee on Conferences: current procedures for measuring the use of conference services provided to the Advisory Committee (7 août 2001)

Déclaration orale

Incidence sur le budget-programme : préliminaires de la Conférence internationale sur le financement du développement et de ses préparatifs de fond

Sesssion d'automne 2001

(New York, 4 septembre-21 décembre)

Rapports à l'Assemblée générale

A/56/436 Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (4 octobre 2001)

A/56/475 Disponibilité des documents nécessaires au bon fonctionnement des organes intergouvernementaux : soumission des documents à traiter dans des délais permettant de respecter la règle des six semaines; application des recommandations relatives à la Chronique des Nations Unies; introduction d'un nouveau système de diffusion électronique des documents; interprétation à

- distance; prestations de services d'interprétation aux réunions des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres; taux de vacance de postes excessivement élevés constatés dans certains lieux d'affectation et questions relatives au recrutement du personnel des services linguistiques; utilisation des centres de conférence des Nations Unies à Bangkok et Addis-Abeba; amélioration de l'utilisation des installations de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi (16 octobre 2001)
- A/56/478 Mise en oeuvre du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (16 octobre 2001)
- A/56/510 et Corr.1 Force intérimaire des Nations Unies au Liban (29 octobre 2001)
- A/56/511 Demande de subvention présentée comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement concernant le programme de travail de l'Institut pour 2002 (26 octobre 2001)
- A/56/518 Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2001 (31 octobre 2001)
- A/56/619 Sûreté et sécurité du personnel des Nations Unies (13 novembre 2001)
- A/56/621 Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (14 novembre 2001)
- A/56/630 Conditions de voyages par avion (15 novembre 2001)
- A/56/644 Commerce illicite d'armes légères sous tous ses aspects : état des incidences du projet de résolution A/C.1/56/L.47 sur le budget-programme (21 novembre 2001)
- A/56/661 Budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (28 novembre 2001)
- A/56/665 Budget du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 pour l'exercice biennal 2002-2003 (28 novembre 2001)
- A/56/666 Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables

- de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (29 novembre 2001)
- A/56/684 Système intégré de gestion (6 décembre 2001)
- A/56/685 Budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (6 décembre 2001)
- A/56/688 Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (7 décembre 2001)
- A/56/694 Second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (11 décembre 2001)
- A/56/705 Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/56/L.42 (13 décembre 2001)
- A/56/709 La situation en Amérique centrale : moyens d'établir une paix ferme et durable et progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/56/L.45 (14 décembre 2001)
- A/56/710 Sommet mondial pour le développement durable : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/56/L.71 (14 décembre 2001)
- A/56/711 Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (14 décembre 2001)
- A/56/716 Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/56/L.78 (14 décembre 2001)
- A/56/717 Prévisions de dépenses révisées à la suite du renforcement des services de contrôle interne dans les tribunaux internationaux pour l'exercice biennal 2002-2003 (18 décembre 2001)
- A/56/720 Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre et la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/56/L.62 (18 décembre 2001)

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

- A/56/7/Add.1 Dépenses d'administration de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (19 octobre 2001)

- A/56/7/Add.2 Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice, juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda et juges *ad litem* du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (6 décembre 2001)
- A/56/7/Add.3 Titre IV, coopération internationale pour le développement, chapitre 11 B, Centre du commerce international CNUCED/OMC (11 décembre 2001)
- A/56/7/Add.4 Prévisions révisées : effet de l'évolution des taux de change et des taux d'inflation (4 décembre 2001)
- A/56/7/Add.5 Prévisions concernant les questions dont le Conseil de sécurité est saisi (12 décembre 2001)
- A/56/7/Add.6 Prévisions de dépenses liées à des questions dont le Conseil de sécurité est saisi (18 décembre 2001)
- A/56/7/Add.7 Prévisions de dépenses liées à des questions dont le Conseil de sécurité est saisi (19 décembre 2001)

Autres rapports

- DP/2001/29 Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets : prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 2000-2001, prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2002-2003 et rapport sur le montant de la réserve opérationnelle (5 septembre 2001)
- A/AC.96/950/Add.1 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : budget-programme annuel 2002 (21 septembre 2001)
- AC/1467 United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East: proposed budget for the biennium 2002-2003 (19 septembre 2001)
- WFP/EB.3/2001/5 (A,B,C,D)/2 Programme alimentaire mondial : deuxième rapport intérimaire sur l'application des recommandations formulées par le commissaire aux comptes dans son rapport de vérification des états financiers de 1998-1999; nomination du commissaire aux comptes du PAM pour la période 2002 à 2005 : rapport final du jury d'évaluation; budget du PAM pour l'exercice biennal 2002-2003; système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS) au service de l'analyse et de la maîtrise des coûts (19 octobre 2001)
- AC/1471 United Nations Institute for Disarmament Research: draft work programme and proposed budget for 2002 (29 octobre 2001)
- AC/1472 United Nations University: proposed academic programme and budget for the University for the biennium 2002-2003 (31 octobre 2001)

- E/CN.7/2001/18 Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : budget final proposé pour l'exercice biennal 2000-2001 et budget initial proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 (5 novembre 2001)
- E/ICEF/2001/AB/L.11 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, budget d'appui biennal pour l'exercice 2002-2003 (21 novembre 2001)

Lettres au Secrétaire général

- AC/1469 Monitoring Group in Afghanistan (4 octobre 2001)
- AC/1470 Reappointment to the United Nations Investments Committee (9 octobre 2001)
- AC/1475 Concurrence to enter into commitments to the Counter-terrorism Committee (1er novembre 2001)
- AC/1478 Security concerns arising from the tragic events of 11 September 2001 (19 novembre 2001)
- AC/1479 Special Representative for Afghanistan (19 novembre 2001)
- AC/1480 Maintenance of the United Nations Tajikistan Office of Peace-building (19 novembre 2001)
- AC/1481 Construction of additional space at the United Nations complex in Nairobi (12 décembre 2001)
- AC/1482 Mandatory age of separation (A/56/701) (18 décembre 2001)

Autres lettres

- AC/1473 Establishment of an Assistant Secretary-General post for crisis prevention and recovery funded from extrabudgetary resources (31 octobre 2001)
- AC/1476 President, United Nations Development Fund/United Nations Fund for Population Executive Board: establishment of an Assistant Secretary-General post for crisis prevention and recovery funded from extrabudgetary resources (15 novembre 2001)
- AC/1483 Chairman, Board of Auditors: allocation of audit assignments, effective 1 July 2002, as proposed by the Board of Auditors (19 décembre 2001)

Déclarations orales

Honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies

Incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale

Efficacité du fonctionnement du Groupe chargé des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement

Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants

Création d'une station de radiodiffusion internationale à l'Organisation des Nations Unies

Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale

Bureau du Président du Conseil économique et social

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Langues utilisées pour les documents et les publications de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Site Web de l'Organisation des Nations Unies

Activités d'information

Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale

Création d'une station de radiodiffusion internationale à l'Organisation des Nations Unies

Session d'hiver 2002

(New York, 5 février-5 avril)

Rapports à l'Assemblée générale

- | | |
|----------|--|
| A/56/845 | Projet de budget pour la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (27 février 2002) |
| A/56/846 | Âge réglementaire de la cessation de service (28 février 2002) |
| A/56/868 | Montant définitif des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2000-2001 (13 mars 2002) |

- A/56/869 Application des résultats et suivi méthodique de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : incidences du projet de résolution A/C.3/56/L.84/Rev.1 sur le budget-programme (13 mars 2002)
- A/56/887 Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (5 avril 2002)
- A/56/887/Add.1 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (27 mars 2002)
- A/56/887/Add.2 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (26 mars 2002)
- A/56/887/Add.3 Rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (3 avril 2002)
- A/56/887/Add.4 Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget de la Force pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (3 avril 2002)
- A/56/887/Add.5 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (4 avril 2002)
- A/56/887/Add.6 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (4 avril 2002)
- A/56/887/Add.7 Rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (5 avril 2002)
- A/56/887/Add.8 Rapport sur l'exécution du budget de la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (4 avril 2002)

A/56/887/Add.9 Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (5 avril 2002)

A/56/887/Add.10 Financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (12 avril 2002)

A/56/902 Le concept de stocks de matériel stratégique et son application (5 avril 2002)

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

A/56/7/Add.8 Prévisions de dépenses liées à des questions dont le Conseil de sécurité est saisi (4 mars 2002)

Autres rapports

WFP/EB.1/2002/4 (A,B)/2 Programme alimentaire mondial : gestion de la trésorerie et des placements : niveau des placements financiers et politique de placement, et soldes des projets clos avant 2001 et transférés sous WINGS (8 février 2002)

AC/1487 United Nations Institute for Training and Research: programme budget for 2002 (21 février 2002)

Lettres au Secrétaire général

AC/1486 Establishment and support of an integrated United Nations mission in Afghanistan (15 février 2002)

AC/1488 Mine Action Service – reclassification of the post of the Chief from D-1 to D-2 (7 mars 2002)

AC/1489 Proposed programme budget of the United Nations Fund for International Partnerships (26 mars 2002)

Autres lettres

AC/1485 Deputy Foreign Minister of Cuba: Inter-Agency Procurement Working Group meeting to be held from April 22 to 26, 2002 in Havana

Déclarations orales

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités

Consultants et vacataires

Prévisions de dépenses révisées à la suite du renforcement des services de contrôle interne dans les tribunaux internationaux pour l'exercice biennal 2002-2003

Session de printemps 2002
(New York, 7-24 mai)

Rapports à l'Assemblée générale

- A/56/887/Add.11 Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo : rapport sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (8 mai 2002)
- A/56/941 Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget du compte d'appui pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (9 mai 2002)
- A/56/945 Rapport sur l'exécution du budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (16 mai 2002)
- A/56/946 Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (17 mai 2002)
- A/56/948 Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (17 mai 2002)
- A/56/949 Rapport final sur l'exécution du budget de l'Opération des Nations Unies en Somalie II (17 mai 2002)

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

- A/56/7/Add.9 Renforcement de la sécurité et de la sûreté des locaux des Nations Unies (9 mai 2002)
- A/56/7/Add.10 Prévisions de dépenses liées aux questions dont le Conseil de sécurité est saisi : Missions d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (17 mai 2002)
- A/56/7/Add.11 Services de conférence et services d'appui fournis au Comité contre le terrorisme en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (20 mai 2002)

Autres rapports

- WFP/EB.A/2002/6 (A,C)/2 Programme alimentaire mondial : examen préliminaire des taux de recouvrement des coûts d'appui indirect et rapport du Directeur exécutif sur l'utilisation des contributions et les réductions des coûts ou dérogations à leur application (17 mai 2002)

E/ICEF/2002/AB/L.6 Fonds des Nations Unies pour l'enfance : assistance en espèces consentie aux gouvernements : modalités de la coopération au titre des programmes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (30 mai 2002)

Lettre au Secrétaire général

AC/1492 Establishment of a post at the D-1 level for the Chief of the proposed Peace-building Unit in the Department of Political Affairs (21 mai 2002)

Déclarations orales

Application de la résolution 56/242 sur le plan des conférences

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental : liquidation des avoirs

Dispositions transitoires de financement pour l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental et la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental pour la période allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

Prévisions de dépenses liées aux questions dont le Conseil de sécurité est saisi : Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan
